

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

28 FEV 2024

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU QUATRIEME TRIMESTRE 2023

La publication régulière des rapports d'exécution du budget s'inscrit dans les obligations de transparence et de redevabilité des autorités financières à l'égard des responsables politico-administratifs, des partenaires techniques et financiers ainsi que du public.

C'est dans cette optique que ce rapport retrace et analyse les données de l'exécution du budget au quatrième trimestre tant en dépenses qu'en recettes.

Ainsi le présent rapport décrit dans un premier temps le contexte dans lequel la loi des finances rectificative a été élaborée, ensuite analyse l'exécution du budget à fin décembre 2023 débouchant sur les perspectives.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2023

Le contexte dans lequel le projet de la Loi de Finances Rectificative a été élaboré est caractérisé par :

- Une pénurie de financement en Afrique subsaharienne ;
- Un risque d'instabilité macroéconomique en lien avec une envolée des cours des matières premières, des prix des denrées alimentaires et de pénuries récurrentes de carburants ;
- L'approbation par le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International d'un programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) en faveur de la République Centrafricaine.

i) L'environnement économique et les perspectives en 2023

Les perspectives de l'économie mondiale restent incertaines dans un contexte caractérisé par les perturbations du secteur financier, le niveau élevé de l'inflation, les effets du conflit en Ukraine et l'héritage de trois années de pandémie de Covid-19. Les signes timides du début de l'année 2023 qui donnaient à penser que l'économie mondiale pourrait atterrir en douceur à la faveur d'un ralentissement de l'inflation et d'une croissance régulière se sont estompés compte tenu d'une inflation obstinément élevée et ; plus récemment, les perturbations du secteur financier.

Aux Etats Unis, la croissance devrait s'établir à 2,1 % en 2022, 1,6 en 2023 et 1,0% en 2024. Le niveau élevé de l'inflation et le durcissement des conditions financières freineront encore d'avantage les projets de dépenses dans l'ensemble de l'économie.

Dans la zone Euro, en dépit du resserrement des conditions de financement, l'économie devrait croître de 0,8% en 2023 et 1, 4% en 2024 et 2025.

En Afrique Subsaharienne, la région reste frappée par une pénurie de financement, due à la persistance de l'inflation mondiale et le resserrement des politiques monétaires qui ont entraîné une hausse des coûts d'emprunts et exercé une pression accrue sur les taux de changes. A cela, il faut ajouter les facteurs conjoncturels qui ont eux aussi, aggravé une situation financière déjà très difficile dans une région aux prises avec de profonds déséquilibres macroéconomiques.

Au regard de cette situation, l'activité économique restera atone et la croissance s'élèvera à 3,6% en 2023, avant de se redresser à un niveau de 4,2% en 2024.

Dans la zone CEMAC, grâce aux prix élevés du pétrole, à la levée des mesures d'endiguement de la Covid-19 et la gestion prudente de la manne pétrolière dans le cadre des programmes soutenus par le Fonds Monétaire International, la croissance est de 3,4% en 2022 et estimée à plus de 3,5% sur le moyen terme.

Au Plan National, les perspectives à court et moyen terme restent incertaines.

Toutefois, la croissance du PIB réel devrait rebondir à 1,5% en 2023 tirée en partie par un ajustement des prix du carburant à la pompe. L'inflation moyenne devrait atteindre 6,5 % en 2023, en lien avec les pressions inflationnistes observées depuis 2022, suite à l'augmentation des prix alimentaires.

ii) Les facteurs explicatifs de l'élaboration du Collectif Budgétaire 2023

Après quelques mois d'exécution du budget de l'exercice 2023, des informations susceptibles d'impacter la suite de l'année sont apparues ; ce qui laisse entrevoir la nécessité de réviser les prévisions budgétaires initiales.

Cette nécessité de révision se traduit par l'inscription dans le budget de l'Etat des nouvelles mesures, notamment :

- Les appuis budgétaires et les appuis projets dont les différentes conventions ont été signées après la promulgation de la loi de finances initiale 2023 ;
- Le transfert des menus recettes des différents Ministères vers le Compte Unique du Trésor conformément aux recommandations du séminaire gouvernemental ;
- Certains besoins pressants pour lesquels les informations y relatives n'étaient pas disponibles au moment de l'élaboration du projet de Loi de finances initiale 2023. Il s'agit entre autre de la prise en charge du prestataire V-CARE au Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et Télécommunications ;
- L'ajustement de la structure du marché et des prix des hydrocarbures.
- Le renflouement des crédits de certaines lignes budgétaires sensibles.

C'est à travers ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du Collectif Budgétaire ont été arrêtées.

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses du Collectif Budgétaire 2023 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Collectif 2023
RESSOURCES TOTALES	255 312 270
Ressources propres	140 115 470
Douanes	57 568 854
Impôts	60 563 777
Trésor	21 982 839
Ressources extérieures	115 196 800
Appuis budgétaires	27 000 000
Appuis projets	88 196 800
<i>Dons projets</i>	81 196 800
<i>Emprunts projets</i>	7 000 000
CHARGES	297 348 088
Dépenses primaires	199 655 168
Dépenses du Personnel	93 720 000
Dépenses de Biens et Services	43 799 500
Dépenses de Transferts et Subventions	50 390 222
Investissement sur ressources propres	11 745 446
Charges financières	9 496 120
Financements extérieurs	88 196 800
Autres Dépenses	
Solde budgétaire	- 42 035 818

Source : LF 2023

Figure n° 1 : Répartition des Ressources

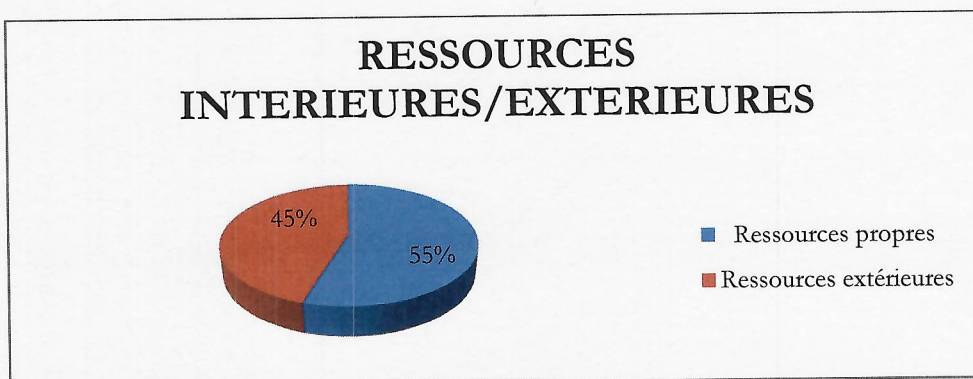


Figure n° 2 : Répartition des Charges



II. EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2023

L'exécution du budget à fin décembre 2023 a été réalisée dans un contexte marqué par des pénuries récurrentes des hydrocarbures et la hausse des prix des produits de première nécessité en lien avec la conjoncture économique internationale.

Au 31 décembre 2023, les ressources mobilisées s'élèvent à 349 milliards de francs CFA pour une prévision de 255,31 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 136,69%, largement supérieur à la prévision annuelle. Ce taux très élevé s'explique par le recours important aux Bons de Trésor. Par ailleurs, une hausse de 31,58% a été observée en comparaison à la mobilisation des ressources de la même période de l'exercice 2022.

S'agissant des dépenses, leur exécution à fin décembre a atteint le montant de 248,40 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 297,35 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 83,54%. En comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période, une hausse de 6,49% a été constatée.

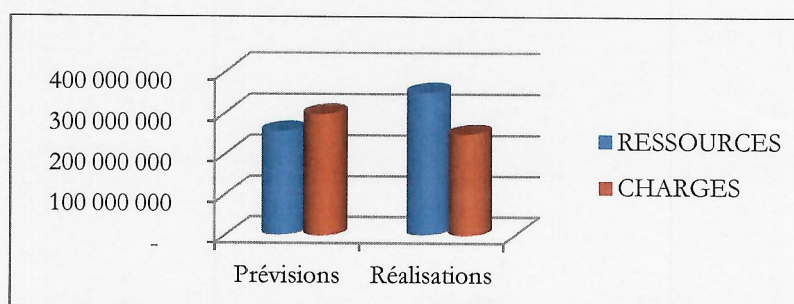
Le tableau suivant décrit les grandes masses des ressources et des charges :

Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges des réalisations à fin décembre 2023 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin Décembre 2022	Prévision Collectif 2023	Réalisation au 1er semestre 2023	Réalisation au 2e Semestre 2023	Réalisation à fin Décembre 2023	Taux de réalisation
RESSOURCES	265 229 461	255 312 270	148 745 914	200 252 066	348 997 980	136,69%
Ressources intérieures	169 808 000	140 115 470	107 915 000	137 456 000	245 371 000	175,12%
Ressources propres	123 776 000	140 115 470	67 386 000	65 109 000	132 495 000	94,56%
Douanes	50 273 000	57 568 854	25 534 000	24 509 000	50 043 000	86,93%
Impôts	49 867 000	60 563 777	27 111 000	27 160 000	54 271 000	89,61%
Trésor	23 636 000	21 982 839	14 741 000	13 440 000	28 181 000	128,20%
Emprunts	46 032 000	-	40 529 000	72 347 000	112 876 000	
<i>Bon du Trésor</i>	46 032 000	-	40 529 000	70 116 000	110 645 000	
<i>FMI et autres</i>		-		2 231 000	2 231 000	
Ressources extérieures	95 421 461	115 196 800	40 830 914	62 796 066	103 626 980	89,96%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	50 465 000	27 000 000	24 281 000	35 640 000	59 921 000	221,93%
Appuis projets	44 956 461	88 196 800	16 549 914	27 156 066	43 705 980	49,56%
<i>Dons projets</i>	42 816 084	81 196 800	16 549 914	26 508 218	43 058 132	53,03%
<i>Emprunts projets</i>	2 140 377	7 000 000		647 848	647 848	9,25%
CHARGES	233 259 177	297 348 088	99 740 102	148 664 680	248 404 782	83,54%
Dépenses primaires	186 833 366	205 155 168	82 459 619	118 690 838	201 150 457	98,05%
Personnel	86 653 065	93 847 149	46 320 419	49 398 951	95 719 370	101,99%
Biens et Services	40 977 811	52 125 827	14 763 819	34 740 668	49 504 487	94,97%
Transferts et subventions	45 622 108	51 385 314	19 118 954	29 790 676	48 909 630	95,18%
Investissement sur ressources propres	13 580 382	7 796 878	2 256 427	4 760 543	7 016 970	90,00%
Charges Financières		3 996 120	730 569	2 817 776	3 548 345	88,79%
Financements extérieurs	44 956 461	88 196 800	16 549 914	27 156 066	43 705 980	49,56%
<i>Personnel</i>	3 428 713	5 083 767	1 338 504	3 732 341	5 070 845	99,75%
<i>Biens et Services</i>	5 067 422				-	
<i>Investissements</i>	36 460 326	83 113 033	15 211 410	23 423 725	38 635 135	46,49%
Autres Dépenses	1 469 350					
Solde budgétaire	31 970 284	- 42 035 818	49 005 812	51 587 386	100 593 198	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP et DGPE (MEPCI)

Figure 3 : Prévisions et Réalisations du budget



II.1) Situation des ressources mobilisées

La situation des ressources mobilisées est basée essentiellement sur les données collectées auprès des Directions Générales des Douanes, des Impôts, du Trésor et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération pour ce qui concerne les appuis projets.

II.1.1) Ressources intérieures

Au 31 décembre 2023, les ressources intérieures se chiffrent à hauteur de 245,37 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 140,11 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 175,12%. Celles-ci sont constituées des ressources propres (132,49 milliards de francs CFA) et des emprunts (112,88 milliards de francs CFA).

En comparaison à l'exercice budgétaire 2022 de la même période, une hausse de 44,50% a été observée. Cette hausse se justifie par un recours important aux Bons du Trésor contrairement à l'exercice budgétaire antérieur de la même période.

a) Ressources propres

A la fin de l'année 2023, les efforts déployés par les différentes régies ont permis de mobiliser la somme de 132,49 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 140,11 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 94,56%. En comparaison à l'exercice 2022 de la même période, une hausse de 7,04% a été observée.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées à la fin de l'année 2023 :

Tableau n° 3 : Etat de recouvrement des recettes propres à fin décembre 2023 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin Décembre 2022	Prévision Collectif 2023	Réalisation au 1er Semestre 2023	Réalisation au 2e semestre 2023	Réalisation à fin Décembre 2023	Taux de réalisation
Douanes	50 273 000	57 568 854	25 534 000	24 509 000	50 043 000	86,93%
Impôts	49 867 000	60 563 777	27 111 000	27 160 000	54 271 000	89,61%
Trésor	23 636 000	21 982 839	14 741 000	13 440 000	28 181 000	128,20%
TOTAL	123 776 000	140 115 470	67 386 000	65 109 000	132 495 000	94,56%

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP (PLT)

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes recouvrées par la DGDDI à fin décembre 2023 s'élèvent à hauteur de 50,04 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 57,57 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 86,93%, inférieur à la prévision annuelle. Comparativement à la même période de l'exercice 2022, une légère baisse de 0,46% a été observée. Cette baisse est perceptible sur les rubriques des recettes fiscales et autres recettes.

Le tableau ci-après présente la performance des recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n° 4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin décembre 2023 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation à fin Décembre 2022	Prévision Collectif 2023	Total réalisation au 1er semestre 2023	Total réalisation au 2e semestre 2023	Total réalisation à fin Décembre 2023	Taux de réalisation
Recettes fiscales	47 274 136	45 499 694	23 390 955	20 181 738	65 681 433	144,36%
Droits de sorties	537 156	994 198	438 426	1 388 693	1 827 119	183,78%
Amendes et pénalités	158 017	344 484	105 113	847 390	952 503	276,50%
Recettes affectées	1 648 405	10 251 142	1 100 281	2 091 179	3 191 460	31,13%
Autres Recettes	655 286	479 336	499 225		499 225	104,15%
TOTAL	50 273 000	57 568 854	25 534 000	24 509 000	50 043 000	86,93%

Source : DGDDI et PLT

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

A la fin de l'année 2023, sur une prévision annuelle de 60,56 milliards de francs CFA, la DGID a mobilisé 54,27 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 89,61%, ce qui est inférieur à la cible attendue. En comparaison avec la même période en 2022, une hausse de 8,83% a été constatée.

La bonne performance de la DGID est imputable au recouvrement des recettes fiscales qui passent de **43,74 milliards de FCFA en 2022 à 49,05 milliards de FCFA en 2023** soit une augmentation en valeur de **5,3 milliards de FCFA**.

Le tableau ci-dessous met en exergue les réalisations de la DGID à fin décembre 2023 :

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID à fin décembre 2023 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation à fin Décembre 2022	Prévision Collectif 2023	Réalisation au 1er semestre 2023	Réalisation au 2e semestre 2023	Réalisation à fin Décembre 2023	Taux de réalisation
Recettes fiscales	43 744 720	54 701 005	24 255 542	24 791 947	49 047 489	89,66%
Recettes non fiscales	4 515 501	5 254 013	2 256 573	2 273 126	4 529 699	86,21%
Recettes sur exercices antérieurs	472 676	-		30 405	30 405	
Produits divers et exceptionnels	1 134 103	608 759	598 885	64 522	663 407	108,98%
TOTAL	49 867 000	60 563 777	27 111 000	27 160 000	54 271 000	89,61%

Source : DGID et PLT

➤ La Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique (DGTCP)

Sur une prévision annuelle de 21,98 milliards de francs CFA, la DGTCP a mobilisé à fin décembre 2023 la somme de 28,18 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 128,20%. En comparaison avec l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 19,23% a été observée.

Ce taux élevé s'explique par la comptabilisation des retenues sur salaires et aux autres recettes dans la performance de la DGTCP.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin décembre 2023 :

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP à fin décembre 2023 (en milliers de francs CFA).

	Prévision Collectif 2023	Réalisation au 1er semestre 2023	Réalisation au 2e semestre 2023	Réalisation à fin Décembre 2023	Taux réalisation
Recettes non fiscales	18 539 330	4 819 000	8 694 000	13 513 000	72,89%
Produits exceptionnels	1 526 500	7 139 000	2 740 000	9 879 000	647,17%
Taxes et Redevances	1 000 000	905 000	2 006 000	2 911 000	291,10%
Produits financiers	917 009	1 878 000		1 878 000	204,80%
TOTAL	21 982 839	14 741 000	13 440 000	28 181 000	128,20%

Source : DGTCP (PLT)

b) Les emprunts

A la fin de l'année 2023, le montant des emprunts s'élève à hauteur de 112,88 milliards de francs CFA, constitué de Bon de Trésor et de l'appui du Fonds Monétaire International (FMI).

II.1.2) Financement extérieur

Au 31 décembre 2023, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à 103,63 milliards de francs CFA sur une prévision de 115,20 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 89,96%.

Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (Tirages lignes BGFI et BSIC : 41,81 milliards de francs CFA et la Banque Mondiale : 18,11 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (43,70 milliards de francs CFA).

II.2) Situation de l'exécution des dépenses

L'analyse des dépenses de l'Etat exécutées à fin décembre 2023 est faite à partir des données extraites de l'applicatif SIM_BA et de la collecte des données auprès de la DGTCP et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses

Au 31 décembre 2023, l'exécution des dépenses par titre de l'Etat affiche un niveau de réalisation de 248,40 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 297,35 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 83,54%. En comparaison à la réalisation de l'année dernière à la même période, une hausse de 6,49% a été observée. Cette augmentation est observable sur les titres de personnel, biens et service et transferts.

La synthèse de l'exécution des dépenses par titre à fin décembre 2023 est décrite dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 7 : Situation de l'exécution des dépenses par titre au 31 décembre 2023 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation à fin Décembre 2022	Prévision Collectif 2023	Réalisation au 1er semestre 2023	Réalisation au 2e Semestre 2023	Réalisation à fin Décembre 2023	Taux de réalisation
CHARGES	233 259 177	297 348 088	99 740 102	148 664 680	248 404 782	83,54%
Dépenses primaires	186 833 366	205 155 168	82 459 619	118 690 838	201 150 457	98,05%
Personnel	86 653 065	93 847 149	46 320 419	49 398 951	95 719 370	101,99%
Biens et Services	40 977 811	52 125 827	14 763 819	34 740 668	49 504 487	94,97%
Transferts et subventions	45 622 108	51 385 314	19 118 954	29 790 676	48 909 630	95,18%
Investissement sur ressources propres	13 580 382	7 796 878	2 256 427	4 760 543	7 016 970	90,00%
Charges Financières		3 996 120	730 569	2 817 776	3 548 345	88,79%
Financements extérieurs	44 956 461	88 196 800	16 549 914	27 156 066	43 705 980	49,56%
<i>Personnel</i>	3 428 713	5 083 767	1 338 504	3 732 341	5 070 845	99,75%
<i>Biens et Services</i>	5 067 422				-	
<i>Investissements</i>	36 460 326	83 113 033	15 211 410	23 423 725	38 635 135	46,49%
Autres Dépenses	1 469 350					
Solde budgétaire	31 970 284	- 42 035 818	49 005 812	51 587 386	100 593 198	

Source : DGB (Sim_ba) et MEPCI (DGPE)

a) Dépenses primaires

Les dépenses primaires sont les dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux subventions accordées à certains organes et aux investissements sur ressources propres de l'Etat. Au 31 décembre 2023, elles s'élèvent à 201,15 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 205,15 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 98,05%. En comparaison à l'exercice antérieur de la même période, une hausse de 7,66% a été observée.

i) Dépenses du personnel

A fin décembre 2023, sur une prévision de 93,85 milliards de francs CFA les dépenses liées au traitement du personnel s'élèvent à hauteur de 95,72 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 101,99%, supérieur à la cible. En comparaison à l'exercice de l'année dernière à la même période, une hausse de 10,46% a été constatée. Cette hausse se justifie par le recrutement au sein des forces de la défense et de sécurité au courant de l'année 2023.

ii) Dépenses des biens et services

Au 31 décembre 2023, les dépenses des biens et services s'élèvent à 49,50 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 52,12 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 94,97%. En comparaison à l'exercice 2022 de la même période, une hausse de 20,81% a été enregistrée.

iii) Dépenses de transferts et subventions

A fin décembre 2023, les dépenses de transferts et subvention s'élèvent à hauteur de 48,91 milliards de francs CFA, sur une prévision annuelle de 51,38 milliards de francs CFA, soit un taux

d'exécution de 95,18%. Comparativement à l'exercice 2022 de la même période, une hausse de 7,21% a été observée.

iv) Dépenses d'investissement sur ressources propres

Au 31 décembre 2023, les dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffrent à hauteur de 7,02 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 7,80 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 90%. En comparaison à l'exercice 2022 de la même période, une baisse de 48,33% a été constatée.

b) Dépenses relatives à la charge financière

Les charges financières sont des opérations de trésorerie, et la prise en charge de leur exécution dans le budget n'est effective qu'après avoir procédé à leur régularisation au niveau de la Direction Générale du Budget. Au 31 décembre 2023, le montant régularisé des charges financières s'élève à hauteur de 3,55 milliard de francs CFA, sur une prévision de 4 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 88,79%.

c) Financement extérieur

Sur une prévision annuelle de 88,20 milliards de francs CFA, les dépenses des financements extérieur à fin décembre 2023 ont été exécutées à hauteur de 43,70 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 49,56%.

II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par ordre de paiement

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont les frais liés aux évacuations sanitaires, les frais de réception des personnalités et ceux des missions à l'intérieur et à l'extérieur. A la fin de l'année 2023, le montant de ces dépenses s'élève à hauteur de 10,45 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par Ordre de paiement :

Tableau n° 8 : Situation de l'exécution des dépenses par Ordre de Paiement au 31 décembre 2023 (en milliers de francs CFA).

	Exécution OP à fin Décembre 2022	Prévision Collectif 2023	Exécution OP au 1er semestre 2023	Exécution OP au 2e semestre 2023	Exécution OP à fin Décembre 2023	Taux d'exécution
Charges Financières		3 996 120			-	0,00%
Biens et services	3 286 535	52 125 827	5 742 096	3 383 078	9 125 174	17,51%
Intervention	761 661	51 385 314	572 873	753 715	1 326 588	2,58%
Investissement sur BEC		7 796 878			-	0,00%
Total	4 048 196	115 304 139	6 314 969	4 136 793	10 451 762	9,06%

Source : DGB

Il faut noter que le montant total des OP qui a été payé se chiffre à hauteur de 6,59 milliards de francs CFA dont 6,36 milliards de francs CFA soit 96,62% a été régulièrement régularisé.

Cependant, il reste un montant de 4,09 milliards de francs CFA des dépenses exécutées par OP qui n'a pas abouti au paiement et qui devrait faire l'objet d'annulation dès la remontée de ces dossiers à la Direction Générale du Budget.

II.2.3) Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La Classification Fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques. Elle recense les dépenses selon leur origine ou selon leur destination, c'est-à-dire suivant les différentes fonctions et tâches que les différentes Administrations remplissent.

Au 31 décembre 2023, les dépenses par classification fonctionnelle montre un niveau d'exécution divers et varié. Seules les dépenses liées aux «*Loisirs, culture et culte*» et la «*Défense*» ont dépassé le seuil de 90%. En outre, les dépenses relatives à «*l'Enseignement*», à la «*Protection de l'environnement*», à la «*Sécurité Publique*» et à la «*Protection sociale*» ont affiché un niveau d'exécution satisfaisant dépassant les 80% du taux d'exécution.

Par ailleurs, il convient de rappeler que pour l'année 2023 le Gouvernement avait pour priorités la Défense, la Santé et les Infrastructures routières. Au cours de cette année, les dépenses liées à la Défense ont atteint un taux d'exécution de 94,07%, ce qui répond bien à la priorité du Gouvernement en matière de Défense. Toutefois, les dépenses relatives à la Santé et aux Infrastructures routières («*Logements et équipements collectifs*») n'ont pas montré un taux d'exécution satisfaisant atteignant respectivement 59,25% et 32,81%.

Tableau n°9 : Récapitulatif des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 30 septembre 2023 (en milliers de francs CFA) :

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévision	Engagé	Taux d'exécution
01	Services généraux des administrations publiques	192 658 707	134 292 773	69,71%
02	Défense	20 776 802	19 544 039	94,07%
03	Ordre et sécurité publics	13 354 837	10 855 121	81,28%
04	Affaires économiques	26 889 602	2 511 107	9,34%
05	Protection de l'environnement	89 950	77 323	85,96%
06	Logements et équipements collectifs	3 148 297	1 032 919	32,81%
07	Santé	4 395 824	2 604 733	59,25%
08	Loisirs, culture et culte	2 076 248	2 016 703	97,13%
09	Enseignement	20 235 595	17 712 357	87,53%
10	Protection sociale	205 546	166 211	80,86%
TOTAL		283 831 408	190 813 286	67,23%

Source : Sim_ba

II.2.4) Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage, de l'Energie et des PME- PMI.

L'exécution des dépenses de ces départements est suivie dans le cadre du programme conclu avec la Banque Mondiale et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des

dépenses sociales s'élève à 98,46 milliards de francs CFA et leur exécution à fin décembre 2023 se chiffre à hauteur de 60,55 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 61,49%.

Par ailleurs, les tableaux recapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres de fonctionnement, d'intervention et d'investissement.

a) Personnel

Au 31 décembre 2023, sur une prévision annuelle de 24,83 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses liées au traitement du personnel des secteurs sociaux s'élève à hauteur de 23,27 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 93,69%.

b) Fonctionnement

Pour une prévision globale 12,64 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses des biens et services à fin décembre 2023 des secteurs sociaux se chiffre à 9,77 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 77,30%, en deça de la cible souhaitée.

c) Intervention

A fin décembre 2023, sur une prévision annuelle de 9,58 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses d'intervention a atteint le montant de 8,04 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 83,91%.

d) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissement au 31 décembre 2023 s'élève à 19,47 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 51,41 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 37,88%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°10 : Récapitulatif des dépenses (en milliers de francs CFA) au profit des secteurs sociaux.

	Dotations Collectives 2023	Réalisations au 1er Semestre 2023	Réalisations au 2e semestre 2023	Réalisations à fin Décembre 2023	Taux d'exécution
Education	31 633 000	11 840 444	13 202 142	25 042 586	79,17%
Titre II: Personnel	17 616 158	9 452 805	7 581 384	17 034 189	96,70%
Titre III: Biens et Services	4 100 092	1 587 968	1 398 080	2 986 048	72,83%
Titre IV: Transferts	2 812 250	611 233	1 408 041	2 019 274	71,80%
Titre V: Investissements	7 104 500	188 438	2 814 637	3 003 075	42,27%
<i>Sur ressources propres</i>	1 504 500	188 438	494 750	683 188	45,41%
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 600 000		2 319 887	2 319 887	41,43%
Santé	23 263 110	6 547 793	12 455 337	19 003 130	81,69%
Titre II: Personnel	4 745 833	2 344 141	1 245 445	3 589 586	75,64%
Titre III: Biens et Services	7 372 877	1 611 572	4 275 780	5 887 352	79,85%
Titre IV: Transferts	3 714 000	870 364	2 498 363	3 368 727	90,70%
Titre V: Investissements	7 430 400	1 721 716	4 435 749	6 157 465	82,87%
<i>Sur ressources propres</i>	430 400	26 248	233 510	259 758	60,35%
<i>Sur ressources extérieures</i>	7 000 000	1 695 468	4 202 239	5 897 707	84,25%
Action Humanitaire	2 070 892	270 217	2 677 250	2 947 467	142,33%
Titre II: Personnel	267 706	132 016	164 461	296 477	110,75%
Titre III: Biens et Services	135 336	27 605	75 844	103 449	76,44%
Titre IV: Transferts	523 750	101 000	346 221	447 221	85,39%
Titre V: Investissements	1 144 100	9 596	2 090 724	2 100 320	183,58%
<i>Sur ressources propres</i>	144 100	9 596	21 443	31 039	21,54%
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 000 000		2 069 281	2 069 281	206,93%
Promotion du Genre	1 413 959	264 992	1 051 716	1 316 708	93,12%
Titre II: Personnel	406 959	200 023	222 181	422 204	103,75%
Titre III: Biens et Services	144 250	44 473	69 424	113 897	78,96%
Titre IV: Transferts	174 750	10 500	159 024	169 524	97,01%
Titre V: Investissements	688 000	9 996	601 087	611 083	88,82%
<i>Sur ressources propres</i>	108 000	9 996	78 802	88 798	82,22%
<i>Sur ressources extérieures</i>	580 000		522 285	522 285	90,05%
Développement Rural	23 107 348	3 222 095	3 330 889	6 552 984	28,36%
Titre II: Personnel	804 573	395 353	457 961	853 314	106,06%
Titre III: Biens et Services	259 186	20 796	160 882	181 678	70,10%
Titre IV: Transferts	1 936 165	856 375	807 876	1 664 251	85,96%
Titre V: Investissements	20 107 424	1 949 571	1 904 170	3 853 741	19,17%
<i>Sur ressources propres</i>	607 424	29 520	602 841	632 361	104,11%
<i>Sur ressources extérieures</i>	19 500 000	1 920 051	1 301 329	3 221 380	16,52%
Elevage et Santé Animale	775 102	303 432	418 966	722 398	93,20%

Titre II: Personnel	421 043	208 569	224 876	433 445	102,95%
Titre III: Biens et Services	150 180	16 185	92 855	109 040	72,61%
Titre IV: Transferts	127 379	48 439	70 000	118 439	92,98%
Titre V: Investissements	76 500	30 239	31 235	61 474	80,36%
<i>Sur ressources propres</i>	76 500	30 239	31 235	61 474	80,36%
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Energie	15 394 985	865 831	3 547 045	4 412 876	28,66%
Titre II: Personnel	279 873	162 867	159 388	322 255	115,14%
Titre III: Biens et Services	437 550	84 337	269 354	353 691	80,83%
Titre IV: Transferts	140 062	25 000	75 000	100 000	71,40%
Titre V: Investissements	14 537 500	593 627	3 043 303	3 636 930	25,02%
<i>Sur ressources propres</i>	1 687 500		912 442	912 442	54,07%
<i>Sur ressources extérieures</i>	12 850 000	593 627	2 130 861	2 724 488	21,20%
PME-PMI	804 964	200 471	349 774	550 245	68,36%
Titre II: Personnel	290 326	145 290	169 488	314 778	108,42%
Titre III: Biens et Services	37 538	11 636	21 988	33 624	89,57%
Titre IV: Transferts	150 000	37 500	112 500	150 000	100,00%
Titre V: Investissements	327 100	6 045	45 798	51 843	15,85%
<i>Sur ressources propres</i>	52 100	6 045	45 798	51 843	99,51%
<i>Sur ressources extérieures</i>	275 000			-	0,00%
Total Personnel	24 832 471	13 041 064	10 225 184	23 266 248	93,69%
Total Biens et Services	12 637 009	3 404 572	6 364 207	9 768 779	77,30%
Total Transferts	9 578 356	2 560 411	5 477 025	8 037 436	83,91%
Total Investissements	51 415 524	4 509 228	14 966 703	19 475 931	37,88%
<i>Sur ressources propres</i>	4 610 524	300 082	2 420 821	2 720 903	59,02%
<i>Sur ressources extérieures</i>	46 805 000	4 209 146	12 545 882	16 755 028	35,80%
TOTAL GENERAL	98 463 360	23 515 275	37 033 119	60 548 394	61,49%

Sources : DGB, DGPE (MEPCI)

II.2.5) Analyse des dépenses spécifiques

Cette catégorie de dépense regroupe les dépenses de missions à l'étranger (indemnités et les frais de transports) et les dépenses d'évacuation sanitaires (frais de transport et les frais d'hospitalisation).

Au 31 décembre 2023, les dépenses de missions à l'étranger sont exécutées pour un montant de 4,48 milliards francs CFA sur une prévision annuelle de 4,96 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 90,35%.

Les dépenses d'évacuations sanitaires se chiffrent à 0,76 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 1,10 milliard de francs CFA, représentant un taux de 69,26%.

L'exécution des dépenses spécifiques par nature économique se présente comme dans le tableau ci-après :

Tableau n°11 : Exécution des dépenses spécifiques au 30 septembre 2023 (en milliers de francs CFA).

	Engagements à fin Décembre 2022	Prévision Collectif 2023	Engagements au 1er semestre 2023	Engagements au 2e semestre 2023	Engagements à fin décembre 2023	Taux
Mission à l'étranger	3 227 233	4 961 466	3 100 309	1 382 325	4 482 634	90,35%
<i>Indemnités</i>	1 710 043	2 450 000	1 696 655	544 097	2 240 752	91,46%
<i>Frais de transport</i>	1 517 190	2 511 466	1 403 654	838 228	2 241 882	89,27%
Evacuation sanitaire	724 381	1 100 000	749 922	11 977	761 899	69,26%
<i>Frais de transport</i>	186 313	250 000	149 970	98 084	248 054	99,22%
<i>Frais d'hospitalisation</i>	538 068	850 000	599 952	- 86 107	513 845	60,45%

Source : DGB

III. PERSPECTIVES

L'exécution du budget de l'année 2023 a été réalisée dans un contexte marqué par des pénuries récurrentes des hydrocarbures et la hausse des prix des produits de première nécessité en lien avec la conjoncture économique internationale. Cette situation a eu des effets négatifs sur la mobilisation des ressources domestiques obligeant le gouvernement à faire recours aux emprunts. Face à cela, l'Etat doit prendre des mesures permettant de mobiliser davantage des ressources domestiques en vue de faire face à ses charges régaliennes.



Amélie Jeannine BEHOROU
Directrice Générale du Budget

ANNEXES

Annexe 1 : Exécution des dépenses du personnel à fin décembre 2023

(En milliers de FCFA)

	Dépenses du personnel		
	Engagé	Ordonnancé	Payé
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 245 480	3 245 480	3 245 480
ASSEMBLEE NATIONALE	237 212	237 212	237 212
PRIMATURE	1 137 048	1 137 048	1 137 048
COUR CONSTITUTIONNELLE	466 730	466 730	466 730
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	128 198	128 198	128 198
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	170 609	170 609	170 609
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	140 929	140 929	140 929
HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	-
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	216 348	216 348	216 348
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	-
MINISTERE CHARGE DU SGG	397 850	397 850	397 850
MINISTERE DE LA JUSTICE	3 221 931	3 221 931	3 221 931
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	405 169	405 169	405 169
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	3 035 720	3 035 720	2 369 774
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	34 350 306	34 350 306	34 350 306
MINISTERE CHARGE DU DDRR	165 451	165 451	165 451
MINISTERE DE L'INTERIEUR	8 755 112	8 755 112	8 755 112
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	5 730 710	5 730 710	5 730 710
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	1 305 817	1 305 817	1 305 817
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	614 584	614 584	614 584
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	355 608	355 608	355 608
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	13 281 494	13 281 494	13 281 494
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 711 618	4 711 618	4 711 618
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	343 681	343 681	343 681
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	556 851	556 851	556 851
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	4 993 953	4 993 953	4 993 953

MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	341 600	341 600	341 600
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	395 695	395 695	395 695
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	796 546	796 546	796 546
MINISTERE DE L'URBANISME	432 640	432 640	432 640
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	488 783	488 783	488 783
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	397 502	397 502	397 502
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	329 876	329 876	329 876
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	721 772	721 772	721 772
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	596 720	596 720	596 720
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	301 574	301 574	301 574
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	830 568	830 568	830 568
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	417 456	417 456	417 456
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	891 036	891 036	891 036
MINISTERE DU TOURISME	457 779	457 779	457 779
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	351 414	351 414	351 414
TOTAL GENERAL	95 719 370	95 719 370	95 053 424

Source : DGB/ACCT

Annexe 2 : Exécution des dépenses des Biens et Services à fin décembre 2023

(En milliers de FCFA)

	Dépenses des Biens et Services		
	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	14 590 954	13 766 681	12 980 667
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	10 090 039	9 749 330	8 700 648
ASSEMBLEE NATIONALE	59 138	59 138	6 025
PRIMATURE	2 066 905	2 052 713	1 558 201
COUR CONSTITUTIONNELLE	37 706	34 457	7 715
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	-
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	20 234	18 733	4 736
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	3 996	3 996	-
HAUTE COUR DE JUSTICE	17 997	17 997	9 207
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	-	-	-
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	-
MINISTERE CHARGE DU SGG	282 475	268 409	229 842
MINISTERE DE LA JUSTICE	407 185	338 624	286 421
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	52 627	51 002	11 021
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	469 558	432 037	222 947
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	4 126 161	3 718 440	3 260 887
MINISTERE CHARGE DU DDRR	42 119	41 244	9 778
MINISTERE DE L'INTERIEUR	3 052 517	2 632 816	1 915 252
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 174 238	2 134 898	1 638 740
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	99 649	96 305	32 802
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	48 397	44 272	13 279
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	25 095	19 598	500
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	2 366 304	2 279 313	1 658 505
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	619 744	479 762	438 894
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	91 374	82 780	24 617
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	720 323	659 448	617 728
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	5 969 172	5 060 114	3 060 381

MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	103 450	94 439	34 738
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	113 897	98 523	54 258
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	62 271	61 568	6 841
MINISTERE DE L'URBANISME	182 752	181 205	75 993
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	41 723	38 224	17 382
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	59 402	55 028	11 710
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	353 691	348 977	162 176
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	238 235	235 755	53 764
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	19 324	18 151	2 542
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	33 624	30 024	3 937
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	181 678	67 641	25 866
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	109 040	108 259	9 051
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	22 198	22 123	5 312
MINISTERE DU TOURISME	183 234	177 735	84 469
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	366 061	281 061	148 312
TOTAL GENERAL	49 504 487	45 860 819	37 385 144

Source : DGB/ACCT

Annexe 3 : Exécution des dépenses de Transferts à fin décembre 2023

(En milliers de FCFA)

	Dépenses de transferts		
	Engagé	Ordonné	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	16 324 343	15 948 728	1 615 988
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	115 000	115 000	115 000
ASSEMBLEE NATIONALE	9 665 717	9 665 717	7 215 943
PRIMATURE	1 049 195	1 049 195	920 939
COUR CONSTITUTIONNELLE	-	-	-
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	498 442	498 442	498 442
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	55 000	55 000	41 250
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	115 000	115 000	86 250
HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	-
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	180 000	180 000	180 000
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	2 400 000	2 400 000	2 400 000
MINISTERE CHARGE DU SGG	4 625	-	-
MINISTERE DE LA JUSTICE	90 977	83 977	82 524
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 445 459	1 445 459	1 084 264
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	332 770	332 770	143 500
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	105 090	103 090	82 072
MINISTERE CHARGE DU DDRR	239 090	239 090	95 000
MINISTERE DE L'INTERIEUR	247 994	247 994	232 995
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	788 678	788 678	309 418
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	691 167	691 167	507 772
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	100 975	100 975	74 125
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	-	-	-
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	50 000	50 000	50 000
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 969 274	1 969 274	1 683 709
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	158 750	158 750	158 750
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	136 987	136 987	136 750
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	3 368 727	3 190 996	864 624
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	447 221	447 221	272 661
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	169 524	169 524	126 562
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	1 792 500	1 792 500	1 608 822
MINISTERE DE L'URBANISME	192 100	192 100	150 095
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	70 172	70 172	51 421
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	202 500	195 000	144 549
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	100 000	100 000	99 999
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	2 350 200	2 350 200	2 029 671
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	133 849	133 849	115 848
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	150 000	150 000	127 500

MINISTERE DE L'AGRICULTURE	1 664 251	1 644 501	1 599 667
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	118 439	118 439	99 289
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	825 000	825 000	676 773
MINISTERE DU TOURISME	70 617	60 617	60 617
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	490 000	490 000	336 666
TOTAL GENERAL	48 909 631	48 305 410	26 079 455

Source : DGB/ACCT

Annexe 4 : Exécution des dépenses d'investissements sur ressources propres à fin décembre 2023

(En milliers de FCFA)

	Dépenses d'investissements		
	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	468 263	460 765	54 898
ASSEMBLEE NATIONALE	-	-	
PRIMATURE	459 574	442 586	94 774
COUR CONSTITUTIONNELLE	10 999	-	
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	5 899	2 499	
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	-	-	
HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	-	-	
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	
MINISTERE CHARGE DU SGG	47 989	47 989	10 499
MINISTERE DE LA JUSTICE	112 512	109 512	38 906
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	24 425	24 425	11 311
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	-	-	
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	425 191	417 692	233 629
MINISTERE CHARGE DU DDRR	26 965	26 965	2 000
MINISTERE DE L'INTERIEUR	68 842	64 218	9 524
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	929 162	929 162	229 398
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	34 954	32 955	809
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	5 749	5 749	1 650
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	-	-	
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	528 206	376 416	8 472
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	154 982	129 992	
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	57 495	57 495	
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	10 220	9 220	4 309
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	259 758	252 259	58 565
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	31 039	27 541	7 435
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	88 798	73 798	12 315
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	526 253	506 260	56 943
MINISTERE DE L'URBANISME	109 873	109 873	83 712
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	153 926	141 427	27 527
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	-	-	
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	912 442	854 917	230 947
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	29 443	29 443	8 329

MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	22 991	22 194	13 230
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	51 843	11 843	
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	632 362	593 378	141 821
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	61 474	61 474	32 009
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	412 195	412 195	386 792
MINISTERE DU TOURISME	183 152	183 152	124 574
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	169 996	169 996	21 008
TOTAL GENERAL	7 016 971	6 587 389	1 905 386

Source : DGB/ACCT

Annexe 5 : Exécution des dépenses à fin décembre 2023 (Tableau à double entrée)

(En milliers de FCFA)

Institutions/ Ministères	Prévisions budgétaires	Charges financières		Dépenses du Personnel		Dépenses des biens et services		Dépenses de transferts		Dépenses d'investissements		CUMUL	
		Ordonnancé	Payé	Ordonnancé	Payé	Ordonnancé	Payé	Ordonnancé	Payé	Ordonnancé	Payé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	28 415 620	3 548 345	3 548 345			13 766 681	12 980 667	15 948 728	1 615 988			33 263 754	18 145 000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	12 149 892			3 245 480	3 245 480	9 749 330	8 700 648	115 000	115 000	460 765	54 898	13 570 575	12 116 026
ASSEMBLEE NATIONALE	10 552 042			237 212	237 212	59 138	6 025	9 665 717	7 215 943	-		9 962 066	7 459 180
PRIMATURE	5 115 300			1 137 048	1 137 048	2 052 713	1 558 201	1 049 195	920 939	442 586	94 774	4 681 542	3 710 962
COUR CONSTITUTIONNELLE	556 027			466 730	466 730	34 457	7 715	-		-		501 187	474 445
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	626 516			128 198	128 198	-		498 442	498 442	-		626 640	626 640
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	270 959			170 609	170 609	18 733	4 736	55 000	41 250	2 499		246 840	216 595
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	263 830			140 929	140 929	3 996		115 000	86 250	-		259 925	227 179
HAUTE COUR DE JUSTICE	28 750			-	-	17 997	9 207	-		-		17 997	9 207
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	395 962			216 348	216 348	-		180 000	180 000	-		396 348	396 348
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	2 400 000			-	-	-		2 400 000	2 400 000	-		2 400 000	2 400 000
MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	798 078			397 850	397 850	268 409	229 842	-		47 989	10 499	714 248	638 191
MINISTERE DE LA JUSTICE	4 935 929			3 221 931	3 221 931	338 624	286 421	83 977	82 524	109 512	38 906	3 754 043	3 629 782
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	3 612 388			405 169	405 169	51 002	11 021	1 445 459	1 084 264	24 425	11 311	1 926 055	1 511 765
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	4 163 615			3 035 720	2 369 774	432 037	222 947	332 770	143 500	-		3 800 527	2 736 221
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	40 025 044			34 350 306	34 350 306	3 718 440	3 260 887	103 090	82 072	417 692	233 629	38 589 528	37 926 894
MINISTERE CHARGE DU DDRR	1 602 030			165 451	165 451	41 244	9 778	239 090	95 000	26 965	2 000	472 750	272 229

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	13 349 441			8 755 112	8 755 112	2 632 816	1 915 252	247 994	232 995	64 218	9 524	11 700 139	10 912 883
MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET	12 100 839			5 730 710	5 730 710	2 134 898	1 638 740	788 678	309 418	929 162	229 398	9 583 447	7 908 266
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION	15 086 314			1 305 817	1 305 817	96 305	32 802	691 167	507 772	32 955	809	2 126 244	1 847 200
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE	821 630			614 584	614 584	44 272	13 279	100 975	74 125	5 749	1 650	765 579	703 638
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	413 452			355 608	355 608	19 598	500	-	-	-	-	375 206	356 108
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	22 244 737			13 281 494	13 281 494	2 279 313	1 658 505	50 000	50 000	376 416	8 472	15 987 224	14 998 471
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	9 388 263			4 711 618	4 711 618	479 762	438 894	1 969 274	1 683 709	129 992	-	7 290 646	6 834 221
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS	1 455 213			343 681	343 681	82 780	24 617	158 750	158 750	57 495	-	642 706	527 048
MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	1 556 282			556 851	556 851	659 448	617 728	136 987	136 750	9 220	4 309	1 362 506	1 315 638
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION	23 263 111			4 993 953	4 993 953	5 060 114	3 060 381	3 190 996	864 624	252 259	58 565	13 497 322	8 977 523
MINISTÈRE DE L'ACTION HUMANITAIRE	2 070 892			341 600	341 600	94 439	34 738	447 221	272 661	27 541	7 435	910 801	656 434
MINISTÈRE DE LA PROMOTION DU GENRE	1 413 959			395 695	395 695	98 523	54 258	169 524	126 562	73 798	12 315	737 540	588 830
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	17 511 933			796 546	796 546	61 568	6 841	1 792 500	1 608 822	506 260	56 943	3 156 874	2 469 152
MINISTÈRE DE L'URBANISME	1 556 700			432 640	432 640	181 205	75 993	192 100	150 095	109 873	83 712	915 817	742 440
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	787 613			488 783	488 783	38 224	17 382	70 172	51 421	141 427	27 527	738 605	585 113
MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE	1 183 507			397 502	397 502	55 028	11 710	195 000	144 549	-	-	647 530	553 761
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE	15 394 985			329 876	329 876	348 977	162 176	100 000	99 999	854 917	230 947	1 633 769	822 998
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, DES POSTES	5 624 326			721 772	721 772	235 755	53 764	2 350 200	2 029 671	29 443	8 329	3 337 169	2 813 536
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	841 862			596 720	596 720	18 151	2 542	133 849	115 848	22 194	13 230	770 914	728 340
MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	804 964			301 574	301 574	30 024	3 937	150 000	127 500	11 843	-	493 440	433 011

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	23 107 348			830 568	830 568	67 641	25 866	1 644 501	1 599 667	593 378	141 821	3 136 089	2 597 922
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	775 102			417 456	417 456	108 259	9 051	118 439	99 289	61 474	32 009	705 629	557 805
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	5 957 164			891 036	891 036	22 123	5 312	825 000	676 773	412 195	386 792	2 150 354	1 959 913
MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	968 942			457 779	457 779	177 735	84 469	60 617	60 617	183 152	124 574	879 284	727 439
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	3 757 529			351 414	351 414	281 061	148 312	490 000	336 666	169 996	21 008	1 292 471	857 400
TOTAL GENERAL	297 348 088	3 548 345	3 548 345	95 719 370	95 053 424	45 860 819	37 385 144	48 305 410	26 079 455	6 587 389	1 905 386	200 021 332	163 971 754

Source : DGB/ACCT